



BIEN GRANDIR !

La durabilité de l'institutionnalisation de BG ! au niveau des Ministères de la Santé et de l'Education : Etude qualitative d'Apprentissage rapide

Août 2022

© 2023 Center on Gender Equity and Health at the University of California
San Diego

Citation recommandée :

Experts SARL, Save the Children, Center on Gender Equity and Health. 2022. La durabilité de l'institutionnalisation de BG ! au niveau des Ministères de la Santé et de l'Education : Etude qualitative d'Apprentissage rapide. La Jolla, CA : Université de Californie San Diego pour la Fondation Bill & Melinda Gates.

Déclaration d'attribution :

Ce rapport a été préparé par Felix Tshibangu et Alain Manda d'EXPERTS S.A.R.L., Sarah Smith, Kathryn M. Barker, et Mariam Diakité du Center on Gender Equity and Health de l'Université de Californie San Diego (GEH-UCSD) Diego, et Jennifer Gayles de Save the Children.

Ce rapport est le fruit du travail effectué dans le cadre du projet Bien Grandir financé par la Fondation Bill & Melinda Gates. Le contenu de ce rapport relève de la responsabilité de GEH-UCSD, EXPERTS SARL et Save the Children et ne reflète pas nécessairement les opinions de la Fondation Bill & Melinda Gates ou de l'Université de Californie San Diego.

Table des Matières

Aperçu de l'intervention Bien Grandir!	4
L'approche d'étude appliquée pour évaluer la durabilité de l'institutionnalisation de Bien Grandir !	5
Résultats clés au niveau communautaire	6
Recommandations au niveau communautaire	9
Résultats clés au niveau scolaire	11
Recommandations au niveau scolaire	13
Résultats transversaux	14






Liste des Acronymes et Phrases Clés

BG	Bien Grandir !
DEVC	Direction de l'Education à la Vie Courante
DPS	Division Provinciale de la Santé
EPST	Ministère de l'Education Primaire, Secondaire et Technique
EVF	Education à la Vie Familiale
FOSA	Formation Sanitaire
GEH	Center on Gender Equity and Health
IST	Infection Sexuellement Transmissible
MSP	Ministère de la Santé Publique
OBC	Organisations à Base Communautaire
PNSA	Programme National de Santé des Adolescents
RECO	Relais communautaires
RECOPE	Réseaux communautaires pour la protection des enfants
SC	Save the Children
SSR	Santé Sexuelle et Reproductive
TJA	Très jeunes adolescent(es)
UCSD	University of California San Diego
USAID	Agence des Etats Unis pour le Développement International
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine



Aperçu de l'intervention Bien Grandir!

Bien Grandir ! (BG) est mis en œuvre à Kinshasa, en République Démocratique du Congo, ciblant les filles et les garçons âgés de 10 à 14 ans. Le premier objectif de l'intervention est de renforcer les connaissances, les attitudes et les capacités positives en matière de santé et de genre, ainsi que l'auto-efficacité de ces Très Jeunes Adolescent-es (TJA). Le deuxième objectif est d'impliquer les adultes importants dans la vie des adolescent-es et les systèmes sociaux dans lesquels les TJA vivent afin de favoriser un environnement qui valorise et soutient les TJA durant leur puberté. Le paquet d'intervention est conçu avec l'application du modèle écologique, ainsi les composantes sont multiples pour toucher l'environnement des adolescent-es à plusieurs niveaux.

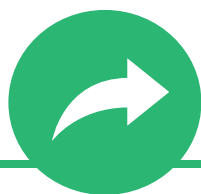
 Individuel	Sessions d'apprentissage en groupe (session d'éducation) avec les TJA des clubs scolaires et les TJA des clubs communautaires.
 Famille	Groupes de discussion avec les parents et tuteurs sur le modèle de comportements intergénérationnels (à travers le témoignage des parents en vidéo).
 École	Orientations des enseignants sur l'intervention et la boîte à outils BG pour son utilisation en classe pendant les sessions d'éducation à la vie familiale.
 Soins de santé	Visites d'échange entre les prestataires des établissements de santé et les TJA.
 Communauté	Discussions communautaires sur la santé reproductive des adolescentes et les comportements qui créent des environnements favorables

Comment les activités sont menées ?

A l'école, en groupe mixte, les filles et les garçons scolarisés de 10 à 14 ans participent à des sessions hebdomadaires portant sur la puberté, les comportements et les relations sains, et les rôles de genre équitables. Aussi, une visite d'un centre de santé au niveau local et une leçon d'un prestataire de santé pendant une session des clubs sont organisées. Dans la communauté ou dans les

centres de rattrapage scolaire, les mêmes activités sont menées avec les filles et les garçons non scolarisés de 10 à 14 ans. En parallèle, les parents et les tuteurs des TJA participent également aux activités de BG et particulièrement aux sessions vidéo. Après avoir prouvé son efficacité, l'approche est étendue à Kinshasa à travers l'engagement des écoles supplémentaires et aussi elle est intégrée dans le plan d'action opérationnel des ministères concernés pour son institutionnalisation. Pour appuyer les activités au niveau communautaire, Save the Children a engagé quelques organisations à base communautaire (OBC) pour soutenir la mise en œuvre des activités. Donc, ces OBC ont renforcé la capacité des enseignants points focaux à réaliser les activités du volet scolaire et des relais communautaires (RECO) et réseaux communautaires pour la protection des enfants (RECOPE) pour le volet communautaire.

Après la mise à l'échelle initiale du programme BG, Save the Children a appuyé le ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST) et le ministère de la Santé à travers le Programme National de la Santé des Adolescents (PNSA), à institutionnaliser l'approche BG en vue de sa pérennisation. C'est ainsi que L'EPST et le PNSA ont intégré le programme BG. Compte tenu de ces réalisations et de l'arrivée à terme du financement actuel, Save the Children estime qu'il est faisable de mettre les activités de BG sous le leadership des ministères. En effet, dans leurs structures et politiques, ces institutions ont les capacités nécessaires pour poursuivre l'intervention sans appui. De ce fait, le PNSA va appuyer les RECO / RECOPE pour mettre en œuvre les sessions communautaires, et l'EPST va appuyer les enseignants points focaux dans la mise en œuvre des activités des clubs scolaires.



L'approche d'étude appliquée pour évaluer la durabilité de l'institutionnalisation de Bien Grandir !

L'étude a été réalisée entre février et avril 2022 dans le but de déterminer les modalités de l'engagement des relais communautaires (RECO)/Réseaux communautaires pour la protection de l'enfant (RECOPE) et des enseignants points focaux dans les activités de BG pour consolider la continuité des interventions à Kinshasa.

Les objectifs spécifiques de ladite étude sont :

- Décrire le fonctionnement du transfert des compétences aux RECO/ RECOPE et documenter les "leçons apprises"

- Améliorer la compréhension du processus de la réussite de transfert des compétences aux enseignants points focaux pour la mise en œuvre des activités scolaires.

Pour avoir des renseignements, une approche qualitative a été appliquée, ainsi les données ont été collectées à travers six discussions de groupe (dont trois par Phase) et des entretiens individuels. Les participants étaient au nombre de 85 dont 44 pour les entretiens individuels et 41 pour les groupes de discussion. Ils étaient tous des acteurs directement impliqués dans le processus d'intégration du paquet d'intervention soit au niveau communautaire ou scolaire. Il s'agit des RECO/RECOPE, du personnel des organisations à base communautaire (OBC), des responsables du PNSA, le personnel des formations sanitaires (FOSA), des enseignants points focaux et directeurs des écoles d'interventions (publiques, privées et confessionnelles), des inspecteurs chefs de pool et des responsables de la Direction de l'Education à la Vie Courante (DEVK) de l'EPST. La protection des participants a été assurée durant tout le processus en considérant les aspects éthique et les mesures barrières liées au COVID-19.



Résultats clés au niveau communautaire

L'approche de donner au RECO la responsabilité d'organiser et de faciliter les séances vidéos

L'approche a été jugée globalement bonne par la majorité des participants à l'étude. Cette approche a été particulièrement jugée bonne par les responsables de PNSA parce qu'elle constitue justement une suite logique de la pérennisation du projet. La chose la plus importante est que le PNSA va devoir maintenant suivre régulièrement, dans le cadre de la coordination, certains indicateurs à travers cette activité communautaire afin de les intégrer dans le plan stratégique.

« Nous avons besoin des activités de partenaires, ... et en faire une approche du gouvernement, donc moi je pense que du moment où SAVE est venu avec le plan du vidéo forum des vidéos auprès des parents, nous avons accepté et nous avons intégré ça directement dans notre plan stratégique et même dans notre PAO » (Responsable PNSA).

La transition de la responsabilité des OBC aux RECO/RECOPE et ses raisons

Tous les participants ont confirmé la pertinence de transférer au RECO les responsabilités d'organiser et de faciliter les séances de vidéo dans la communauté pour assurer la durabilité de l'intervention. Selon certains participants, c'est une suite logique de la pérennisation de l'institutionnalisation du fait que les RECO/RECOPE sont acteurs étatiques (sous la tutelle² des ministères de la Santé et Affaires Sociales) qui interviennent déjà dans les communautés pour des questions de santé. De plus, ils sont connus et ont la confiance des membres de la communauté. Dans la discussion de groupe avec les RECO/RECOPE et l'interview avec les OBC, il a été souligné que sans l'implication des RECO/RECOPE, le projet n'aurait peut-être pas réussi, parce que si les parents venaient au nombre voulu aux sessions vidéo, c'est parce que les RECO s'y impliquaient.

«... sans l'implantation des RECOPE et RECO, rien ne pouvait réussir. A un moment donné, on a été écarté par les gens de l'OBC. A ce temps, c'était les animateurs de l'OBC partaient faire des sessions avec les parents des enfants scolarisés, mais ç'a n'avait pas tenu. Vu tout ça, ils ont trouvé bon de nous remettre cette tâche pour la réussite des activités. La différence entre nous RECO/RECOPE et ces animateurs de l'OBC était que, nous connaissons bien ces parents des enfants scolarisés, nous n'allons pas toujours attendre que les enseignants invitent ces parents à l'école mais nous sommes capables d'aller voir nous-même ces parents dans leurs domiciles pour les sensibiliser or eux attendaient seulement que les enseignants invitent les parents. En bref, notre proximité avec les parents a été de fois à la base de la réussite du projet » (Participant RECO/RECOPE).

« Nous RECOPE nous connaissons bien les écoles de nos communautés....Un autre exemple, on avait sélectionné une école qui se trouvait dans un milieu où il y a de l'insécurité de KULUNA. Les OBC ne savaient pas, le jour où ils étaient partis visités l'école, en cours de route vers cette école, une bande de KULUNA les ont suivis et directement les OBC sont vite retournés dans la voiture pour rentrer. Or s'ils nous avaient demandé, on allait les informer en avance » (Participant RECO/RECOPE).

A l'unanimité les RECO et RECOPE réunis en groupe de discussion affirment être aptes à pouvoir continuer la mise en œuvre des activités BG. En effet, ils sont convaincus d'avoir les capacités à accomplir toutes les tâches des sessions vidéo (mobilisation et sensibilisation des membres de la communauté, animation des séances vidéo...). En plus de leurs expériences, leur capacité est renforcée grâce aux formations et accompagnement des OBC.

L'approche est faisable et acceptable

L'approche est jugée globalement faisable et acceptable en raison des responsabilités attribuées aux RECO/RECOPE pour la mise en œuvre des activités communautaires. A travers, leurs activités quotidiennes, ils ont de l'expérience et une bonne organisation pour réaliser les sessions vidéo avec les parents des TJAs. En plus, étant membre de la communauté, ils connaissent mieux comment elle fonctionne. En outre, ils sont disponibles et ont la facilité d'amener les enfants vers les FOSA. En effet, ils ont la facilité de dialoguer avec les jeunes adolescents pour les orienter, en cas de problème, vers les formations sanitaires car ils sont respectés, appréciés et ont de bonne relation avec les membres de leurs communautés. Pour des participants, sans l'implication directe des RECO/RECOPE, la mise en œuvre de cette approche aurait été difficile compte tenu de la méfiance des membres de la communauté vis-à-vis des OBC.

« Oui c'est dans leurs attributions c'est-à-dire quand vous lisez les attributions des prestataires, il y a les prestataires de soins il font aussi la sensibilisation et en plus disons ils font la communication en plus de ça , ils font la prise en charge, maintenant dans les attributions de communautaires eux c'est seulement la communication qui le concernent , eux ne font pas la prise en charge et quand même il pose un problème de santé pendant qu'ils communiquent avec les adolescentes jeunes, qu'est-ce qu'ils font, ils orientent les prestataires de soins donc par la moi je pense que cette tache la est vraiment bien faite par les prestataires communautaire et le RECOPE » (Responsable PNSA).

« Je pense oui, comme nous faisons partie de la communauté, les gens ont beaucoup plus confiance en nous. Par exemple, il peut arriver un cas de viol dans un coin de la communauté, comme les gens de la communauté connaissent que c'est nous qui s'en chargeons, ils viendront directement nous voir pour présenter le problème car ils ont confiance en nous et nous trouvons toujours des solutions » (RECO/RECOPE Participant).

Acteurs du PNSA / MSP qui devraient être engagés pour assurer l'intégration de l'approche

Selon les OBC, les zones de santé, les FOSA (formations sanitaires) et les bureaux des médecins chefs de zones sont les structures qui devraient être engagées pour poursuivre la mise en œuvre de BG avec le PNSA. En plus, l'état doit s'appuyer sur des partenaires techniques et financiers qui interviennent dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive des adolescents (SSRA). Quelques organisations citées sont :

Organismes internationaux	ONG et structures confessionnelles et communautaires	Autres
UNFPA UNICEF Pathfinder DKT Oxfam	RACOSH ABF L'EGLISE DU CHRIST AU CONGO	La Division des Affaires Sociales



Recommandations au niveau communautaire

I. Formation

Selon le PNSA et les prestataires, pour garantir la continuité de la mise en œuvre des séances vidéo, les RECO/RECOPE doivent premièrement bénéficier d'une formation continue en termes de renforcement des capacités. La formation sera nécessaire parce que le PNSA sera obligé de former tout le personnel qui sera impliqué pour la poursuite du projet, surtout pour faire face à la mobilité des RECO/RECOPE déjà formés.

« Bon ! ils font bien les activités, ils ont la capacité ; ils ont les compétences d'animer les sessions. Le plus grand problème seulement avec eux est ce qu'ils ne respectent pas les sessions ou la tenue des activités ou la planification. Ils ne respectent pas la tenue des activités. Alors, je ne sais pas c'est que, si, c'est parce qu'ils savent que nous sommes là derrière eux pour réaliser les activités. Et je me demande aujourd'hui si les OBC n'existaient plus, est-ce qu'ils peuvent continuer » (Responsable OBC).

« Parce qu'il y a quand même ce que nous appelons beaucoup de départs, il y a de ceux-là qui viennent, il y a de ceux-là qui quittent à des moments les programmes pour certaines occupations ailleurs, parce que ce sont des gens qui parfois sont aussi beaucoup » (Responsable OBC).

Toutefois, la capacité des RECO/RECOPE est limitée en termes de rapportage des activités. Ceci a été constaté plus chez les RECOPE. En effet, dans le cadre administratif, ils commettaient beaucoup de fautes dans leurs fiches. Par ailleurs, des RECO/RECOPE ne respectent pas le temps imparti pour leur activité principalement les sessions vidéo. Au fait, ils ne respectent ni l'heure ni la durée des sessions. Souvent, ils arrivent en retard pour les sessions déjà planifiées. En outre, il a été observé lors de certains cas que les RECO/RECOPE ne prenaient pas toutes les dispositions nécessaires pour préparer les sessions, à titre d'illustration les salles où devaient se tenir les sessions n'étaient pas appropriées ou encore les matériels destinés à cette activité n'étaient pas prêts. Pour une meilleure continuité, les OBC recommandent un programme de renforcement des capacités à intervalle régulier plutôt qu'une formation ponctuelle pour les RECO/RECOPE.

2. Supervision

Un besoin de supervision a été exprimé pour toutes les activités de l'intervention car cela va permettre d'évaluer l'impact des activités mené sur terrain. Au fait, pour qu'ils soient encore très efficaces, les RECO/RECOPE doivent être supervisés, et ils doivent également rendre compte ou rapporter au bureau central de la zone de santé.

Il a été préconisé de mettre en place une structure d'encadrement ou de supervision pour accompagner et suivre les RECO/RECOPE chaque trimestre ou chaque semestre. Ceci devra permettre au PNSA de :

- Garder un contact permanent avec les équipes de terrain;
- S'assurer que les animateurs produisent régulièrement des rapports d'activités;
- Mettre en place des méthodes de suivi dans le but d'encourager les animateurs.

3. Coordination

D'après les responsables du PNSA, deux mesures essentielles doivent être prises pour assurer une meilleure coordination des activités BG. Avoir la maîtrise de la cartographie des interventions et la bonne gestion avec toutes les parties prenantes que ça soit le RECOPE, que ça soit avec la Direction Provinciale de la Santé. Selon les FOSA, le PNSA doit mettre tous les moyens matériels et humains nécessaire pour une meilleure coordination :

- Avoir des matériels pour la projection des films (Kits vidéo, télévision, retro projecteurs et autres), mais aussi des matériels didactiques tels que les livres, les plateaux des jeux, et tout autre matériel nécessaire pour la mise en œuvre des activités BG.

- Avoir un appui financier puisqu'il y aura toutes les activités de suivi et de supervision qu'il faudra réaliser tant au niveau provincial qu'au niveau national.
- Développer un plan de suivi et travailler sur base d'un calendrier concerté entre toutes les parties prenantes pour s'assurer du bon déroulement des activités.



Résultats clés au niveau scolaire

1. L'engagement des enseignants points focaux

Les sessions des clubs sont animées par les jeunes leaders membres du club sélectionnés puis formés. Donc, le rôle des enseignants points focaux se limite à assister ces leaders pour faciliter le déroulement des sessions et apporter des appuis en cas de difficultés rencontrées. Dans les activités, il a été constaté que des enseignants, qui sont dévoués à leur travail, sont très engagés. Ces enseignants se caractérisent par un désir de transmettre et de partager leurs connaissances ; ils respectent leur programme d'activités et le calendrier établi. Malgré les contraintes, ils s'adonnent pour avoir les résultats escomptés et de qualité, comme par exemple réalisées toutes les activités prévues mensuellement. De plus, une des raisons de leur motivation est leur amour pour les enfants et leur abnégation pour l'éducation et le bien-être des enfants. En outre l'attitude et le comportement des enfants encouragent l'enseignant à s'engager encore plus. Au fait, la disponibilité ou l'intérêt que les élèves montrent et manifestent à participer aux activités des clubs sont des facteurs de motivation. En dépit de ces éléments de motivation, le soutien du chef de l'établissement est capital pour que l'enseignant puisse mieux s'engager. En effet, le désintéressement du chef de l'établissement dû à une incompréhension (croire que l'enseignant est payé par le projet pour mener ces activités) peut être source de démotivation des enseignants.

2. Des procédures de mise en œuvre des activités à améliorer

Les répondants n'ont pas soulevé de défis avec le protocole de mise en œuvre (recrutement des enfants pour clubs scolaires, sélection des TJA leaders, communications avec parents des TJA, etc.)

Les processus d'organisations des sessions des clubs dans la plupart des écoles sont globalement bien établis. Il existe une forme de collaboration entre les enseignants points focaux et les chefs d'établissement dans la mise en œuvre de cette activité. Les calendriers d'activités contenant les dates et les heures des activités sont généralement mises en place par les enseignants points focaux en collaboration avec la direction de leurs écoles ; et les leaders des clubs sont mis au courant bien avant la tenue des activités. Même si l'horaire est déjà planifié en avance, la direction de l'école est toujours informée pour le jour de la tenue de session de club, l'heure et le thème à exploiter avec les membres du club.

De manière générale, il a été observé que dans la plupart des écoles, des procédures formelles et écrites pour l'utilisation des matériels BG n'ont pas été mises en place. Cependant, dans beaucoup d'écoles échantillonnées, les matériels BG sont généralement gardés dans le bureau du chef d'établissement. En cas de besoin, ils sont mis à la disposition des enseignants points focaux pendant toute la durée des sessions des classes ou des clubs contre la signature d'un document ou une note à la réception tout comme à la remise des matériels. Sans aucun doute, grâce à la formation, les enseignants points focaux ont la capacité nécessaire pour poursuivre l'appui des activités des clubs scolaires sans aucun appui de Save the Children et des OBC. Toutefois, malgré leur appropriation de l'approche, l'absence d'une source de motivation, telles que les frais de transport et communication, réclamée par certains enseignants points focaux peut être un obstacle de la continuité.

3. La perception sur l'assurance de la durabilité de BG dans l'EPST

De l'avis des responsables de la DEVC, l'intégration des activités de BG dans les écoles ne pourra pas se faire sans l'agrément du ministère de tutelle. C'est un arrêté ministériel qui pourra assurer la durabilité des clubs scolaires. Selon eux, les procédures ou démarches essentielles à faire pour assurer l'intégration des clubs scolaires à l'échelle nationale sont d'ordre juridiques. Alors, l'intégration de BG dans les écoles doit être exprimée sous forme d'un besoin adressé au ministère de l'EPST par la DEVC à travers le plan d'action opérationnel de l'année.

L'agrémentation ne semble être suffisante pour garantir la pérennité de l'intégration de BG. Les questions se posent sur la capacité de l'EPST à continuer les activités. Effectivement, les avis des participants sont très partagés concernant la continuité de l'intervention BG avec les enseignants points focaux. Certains sont optimistes, parce qu'ils trouvent que l'EPST symbolise le pouvoir organisationnel de l'enseignement et dispose de toutes les capacités pour garantir la continuité de l'intervention BG. A l'opposé d'autres sont sceptiques et pensent que malgré des capacités techniques, l'EPST peut rencontrer des difficultés financières pour assurer une meilleure

continuité de ce programme notamment pour mettre à la disposition de toutes les écoles les matériels didactiques, assurer le suivi et la supervision.



Recommandations au niveau scolaire

1. Formation

L'EPST devra prendre en compte plusieurs paramètres notamment le volume de travail et du temps qu'il faudra consacrer pour former les personnes impliquées (les promoteurs/directeurs, les préfets les enseignants points focaux des écoles, les inspecteurs, les leaders des clubs).

2. Supervision

Pour garantir une meilleure continuité, les enseignants points focaux doivent être encadrés et suivis dans leur exécution des cours d'EVF et leur soutien des activités des clubs BG; en plus ils doivent être associés à la cellule de base de la formation et de l'encadrement (qui a pour mission, la formation et l'encadrement des enseignants sous-qualifiés de l'école par leurs collègues qui ont une expérience et compétences appréciable) parce que pour bien enseigner, il faut qu'il y ait opérationnalisation de la cellule de base.

3. Coordination

- Avoir des ressources humaines compétentes (le noyau d'experts, les enseignants, les élèves eux-mêmes, les parents). Par exemple, le noyau d'experts est à mesure d'utiliser les formations antérieures dans le cadre de BG pour assurer la formation à tous les niveaux ;
- Avoir des ressources financières (le budget de l'état alloué à l'EPST et l'appui probable des partenaires). Sachant que les ressources matérielles et techniques sont étroitement liées aux finances, alors la reproduction des matériels et outils et des programmes, la formation ou le renforcement des capacités nécessite des moyens financiers ;
- Avoir de l'appui logistique sera important pour assurer la formation continue dans les écoles et le suivi de toutes les activités ;

- Mettre à la disposition des écoles tous les matériels didactiques et les outils d'apprentissages tels que les boîtes à images et autres : livre de puberté, cartes d'activité, jeux, etc.



Résultats transversaux

Au niveau de l'Etat (Gouvernement)

L'Etat congolais, à travers le gouvernement, doit s'approprier de ce projet en apportant au PNSA tout son appui institutionnel en vue de la pérennisation l'approche par la mise en place des actions suivantes :

- Mettre annuellement en place un budget à la disposition de PNSA pour la mise en œuvre du programme BG ;
- Etendre progressivement l'approche dans le pays au fur et à mesure de l'évolution des résultats du programme et des progrès accomplis ;
- Mettre en place une stratégie de communication et sensibilisation de toute la communauté nationale sur le bien fondé du programme BG ;
- Créer une commission de suivi et évaluation pour suivre l'évolution et les progrès accomplis dans la mise en œuvre du projet ; cette commission pourrait être composée du ministère de la santé, du ministère des affaires sociales et du PNSA.

PNSA/EPST

- Continuer de travailler en collaboration avec tous les autres partenaires dans le cadre du forum de partenaire avec des structures qui travaillent dans le domaine des adolescents et jeunes sur toutes les thématiques (VIH, IST...);
- Travailler en collaboration avec les organisations à base communautaire pour l'encadrement ou la supervision des RECO/RECOPE et des enseignants points focaux;
- Penser à recruter des RECO/RECOPE et des enseignants points focaux pour la pérennisation de l'approche.

Save the Children

Save the Children en tant que partenaire et initiateur du projet peut toujours voir dans quelle mesure appuyer la pérennisation du projet en mettant en œuvre les mesures suivantes :

- Engager un processus progressif de son désengagement dans le programme BG en vue de favoriser une meilleure transition vers le PNSA et EPST ;
- Solliciter un engagement ferme de la part de l'Etat ou du Gouvernement Congolais pour la pérennisation du projet à travers un document écrit et signer conjointement.